# Radio Clash

LE MONDE | 10.04.2015 à 09h20 • Mis à jour le 10.04.2015 à 12h44 | Par **Annick Cojean**

Dans son joli bureau aux boiseries historiques – et si coûteuses – en palissandre, le jeune PDG de Radio France, Mathieu Gallet, ne marquait pas, ce jeudi soir 9 avril, le moindre signe de fatigue ou d'affectation. Il revisitait d'une voix calme les deux dernières journées particulièrement agitées dans une entreprise en grève depuis vingt-deux jours et achevées par la nomination d'un médiateur, Dominique-Jean Chertier, avec ce mélange de décontraction souriante et de sobriété qui déconcertent parfois ses interlocuteurs ou ceux qui ont connu ses prédécesseurs autrement pompeux, autoritaires, ou volcaniques.
Le résultat pouvait pourtant paraître, à bien des égards, catastrophique. Le ton de l'assemblée générale des grévistes, dans le studio 105, la veille, avait été plus déterminé et radical que jamais. Le comité central d'entreprise (CCE) du mercredi 8 avril, lors duquel il devait présenter son plan stratégique, avait été un échec absolu.

Lire notre synthèse : A Radio France, les raisons d'une crise qui s'éternise

Les syndicats grévistes avaient quitté la réunion au bout de quelques minutes, après avoir lu un texte décapant, en fustigeant sa *« DRH dépassée »,* ses *« conseillers provocateurs et incohérents »*, et sa *« stratégie de démolition programmée de Radio France »* ; bref, exprimant leur profonde défiance et exigeant le recours à une médiation. Enfin, la nomination rapide de M. Chertier, conseiller social à Matignon sous Jean-Pierre Raffarin, auquel la ministre de la culture confiait une mission en deux temps (sortir au plus vite de la crise et mettre en place une méthode de travail et de dialogue sur le plan stratégique), ressemblait à s'y méprendre à un désaveu. Un peu partout dans la Maison de la radio, son nom n'avait-il pas été rajouté sur tous les panneaux indiquant la sortie ? Et pourtant…

## « Au pied du mur »

*« L'annonce de la ministre me satisfait pleinement,* confie Mathieu Gallet. *Nous avions longuement parlé du profil souhaité et du périmètre de la mission. Et M. Chertier, que je rencontre ce vendredi à la première heure, a le profil idéal : une vraie expertise des relations sociales et de l'entreprise. Il fallait quelqu'un qui nous aide à reprendre les discussions, car le dialogue social, à Radio France, est tendu depuis fort longtemps.»* Le médiateur aurait-il donc une mission à long terme ? *« Non ! J'espère aboutir à ce nouveau contrat d'objectif et de moyens avant l'été. Il n'y a pas de temps à perdre pour sauver ce service public car le modèle économique actuel est caduc. Je suis un FranceInterrien passionné depuis mes 18 ans, la moitié de ma vie. J'ai voulu passionnément ce job. J'ai bossé, réfléchi. Et je vous assure qu'on va avancer. 30 % des moins de 25 ans écoutent la radio sur tablettes et smartphones. Les habitudes changent très vite. Il faut moderniser, concerner tous les métiers de la maison, investir à fond dans le numérique. J'ai un beau projet ! »*
Pas un moment de doute ? La tentation d'une démission au plus fort des attaques ? *« Pas une seconde ! »,* assure le PDG de Radio France. *« La grève coûte cher – 1 million d'euros par semaine –, mais elle aura servi à faire reconnaître les difficultés économiques de la maison. A prendre conscience des enjeux de ce moment historique qu'ont dû affronter d'autres grandes radios publiques comme la BBC. A montrer qu'il faut associer au plus près les collaborateurs au niveau du terrain… C'est une sacrée aventure humaine ! »*
Tout ne s'exprime pas publiquement. Il faut cohabiter. Il faudra retravailler ensemble.Et beaucoup déjà s'en inquiètent

Serein, affirmait-il. Et il était bien le seul, dans l'enceinte de la Maison ronde, à se décrire ainsi. Car dans les bureaux, les couloirs, les studios, tout indiquait mercredi 8 et jeudi 9 avril une maison en feu. Grévistes ulcérés, survoltés, fatigués. Non-grévistes tendus, aux aguets et inquiets. En colère. Tous. Parfois les uns contre les autres. Oh, tout ne s'exprime pas publiquement. Il faut cohabiter. Il faudra retravailler ensemble. Et beaucoup déjà s'en inquiètent. Mais l'incompréhension croît au fur et à mesure que les inquiétudes sur le plan social se précisent, que les antennes se montrent imprévisibles et que s'expriment de plus en plus ouvertement des interrogations sur la stratégie « jusqu'au-boutiste » de l'intersyndicale qui mène la grève depuis le premier jour. Et notamment sur son attitude d'obstruction du CCE. Certains grévistes voulaient le boycotter, considérant que la motion de défiance votée vendredi 3 avril contre Mathieu Gallet, interdisait de le considérer désormais comme un

interlocuteur. Il fallait être cohérent. Folie ! ont répondu les syndicats. *« Allons-y au contraire pour dire son fait au PDG sans accepter de l'écouter. Clamer et acter la défiance. Et imposer l'idée de médiation. »* Leur avis a prévalu et la réunion a été pliée en quelques minutes, sous les yeux de grévistes massés contre la porte vitrée de la salle de réunion, au 22e étage de la tour centrale. L'AG a applaudi. Et hop ! Dégagé le PDG. Vite, Mme la ministre, un médiateur !

Mais quelle déception, quelle colère même, parmi nombre d'employés. *« C'était le moment-clé de la semaine!,* s'insurgeait le soir même Vanessa Descouraux, grand reporter à France Inter. *Celui que j'attendais pour avoir enfin des informations précises sur le plan social qui nous pend au nez. Je voulais qu'on m'explique ce que sont les 380 suppressions de postes prévus et qu'on me dise comment on peut faire de la radio avec dix journalistes en moins à Inter. Depuis huit ans, un poste sur deux n'est déjà plus remplacé. Nous sommes loin de la radio fastueuse et mythique dont on nous rebat les oreilles. On fait des économies partout, des devis pour chaque reportage. Ce plan nous met au pied du mur. Je suis écœurée qu'on n'ait même pas pu en parler.»* Même son du côté du SNJ, le Syndicat national des journalistes, qui titrait son communiqué : *« Pire qu'une occasion ratée : le risque de l'irresponsabilité ».*

Et beaucoup de collaborateurs de se dire que c'est précisément maintenant que le plan stratégique 2015-2019 est connu qu'il faudrait entrer en discussion, exiger des précisions – *« des listes de salariés seraient prêtes »,* croit savoir le SNJ – négocier point par point… et menacer de faire grève. *« Mais c'est trop tard!,* fulmine un animateur d'Inter qui ne souhaite pas être nommé. *La grève est déjà faite ! On a brûlé nos cartouches sur des préavis catégoriels alors qu'il fallait organiser maintenant un front uni sur la défense de l'emploi. 380 départs annoncés ! C'est aujourd'hui que la bagarre devrait commencer. Quel désastre, cette grève lancée à contretemps qui nous coupe les jarrets ! »*

## Tour de babel

Une jeune chargée de réalisation qui fabrique des documentaires pour France Culture a les larmes aux yeux d'indignation. *« Avez-vous vu la richesse de nos AG ? La passion et la sincérité des personnels viscéralement attachés à cette maison ? Avez-vous entendu ces auteurs, comédiens, musiciens, techniciens, chargés de production partager leurs idées de ce qu'est un grand service public de la radio ? Nous sommes une maison, faite de quarante métiers, qui fait de la belle ouvrage. Exigeons le meilleur et battons-nous pour pouvoir continuer ce qui est peut-être unique au monde. »*

Oui, on entend beaucoup cela dans les AG de Radio France. Du souffle, de l'émotion, un amour absolu pour un métier qui est aussi un choix de vie, une incroyable fierté de l'outil et de son histoire. On entend lire des textes poétiques et flamboyants, sur l'art, la gratuité, l'éducation, l'accès à la culture pour tous. On transmet des messages de soutien d'auditeurs et d'artistes, de chanteurs et de musiciens (quelqu'un suggère que l'on prenne contact avec l'épouse violoniste du premier ministre : *« Qui sait ? Elle pourrait nous aider »*).

Lire la tribune : Philippe Meyer : « Il faut stopper la dérive de Radio France »

On rappelle le rôle de la maison pour découvrir les talents en matière de chanson française et pour faire découvrir aux auditeurs toutes sortes de musiques du monde. On assure, et c'est très applaudi, que Radio France est le premier employeur de comédiens du pays et que France Culture, qui diffuse de nombreuses fictions, est décidément une exception culturelle mondiale. On s'offusque des projets de changement de format pour France Musique et d'une volonté de la rapprocher d'une Radio Classique en exilant sur des web radios les musiques du monde ou expérimentales. *« Tartufferie ! Cela ferait des ghettos ! »* Parfois, entre deux AG, ou à l'heure du déjeuner, les musiciens de l'orchestre Philharmonique ou ceux du National, offrent un petit concert dans ce qu'on appelle l'agora, cette place publique, au cœur du bâtiment, sous une splendide verrière. Et c'est un moment de grâce. On oublie un instant le conflit en écoutant un extrait d'une *Passion* de Bach ou, mercredi, une pièce d'Astor Piazzolla.

On se réjouit ouvertement que le projet de se délester d'un des deux orchestres ait été abandonné, même si l'on reconnaît, à mi-mots, qu'ils devraient davantage nourrir les antennes et se montrer plus rentables. Oh l'affreux mot ! Car on exècre, pour Radio France, toute démarche commerciale. Au projet annoncé par la direction d'installer dans la rue traversante du bâtiment une librairie et un restaurant ouverts au public, nombre d'employés crient *« marchands du temple »* ou même *« prostitution ».*

Oui, le ton des AG est souvent radical. *« En quoi serait-ce vendre son âme au diable ? »,* ose une documentaliste pourtant fort mécontente des multiples déménagements occasionnés par les fameux travaux. *« Ce serait une dénaturation de notre mission ! C'est une question philosophique et politique. »* On débat. On crée des forums de discussions, des pages Facebook, des comptes Twitter. On se découvre multiples et solidaires. Fraternels. Enfin,

jusqu'à un certain point. Car si beaucoup évoquent des rémunérations faibles ou aléatoires, se murmure aussi celle de tel producteur d'Inter et de Culture qui rend moins sympathique son soutien à la grève. On comprend que dans cette ruche, tour de Babel, se côtoient des statuts radicalement différents, comme ceux des collaborateurs des radios locales de France Bleu, très mobilisés par la grève et arc-boutés contre un projet de syndication ou de mutualisation de certains programmes.

Une grève. Une grève épuisante, même si un mode d'emploi conçu par les syndicats permet de la « perler » et de bloquer astucieusement les antennes en se relayant sans s'exposer à trop de jours non rémunérés. Une grève idéologique qui se réfère sans cesse à *« un choix de société »* et clame sa défense *« de valeurs »*.Une grève dans l'excès de parole où les mots *« massacre, destruction, vente à la coupe de Radio France »* ont été brassés avec une démagogie et une démesure assumées. Une grève baroque, enfin, qui mine beaucoup de collaborateurs de la Maison ronde, désolés que ce qui devrait être « *l'arme ultime »* ait été employée de façon préventive et convaincus que le vrai combat commence seulement maintenant.